

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

[C - 2018/40762]

**Personnel. — Nomination**

Par arrêté royal du 25 novembre 2018, Madame Samantha ZAKKA, est nommée agent de l'Etat dans la classe A1 au Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie dans un emploi du cadre linguistique français, à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2018.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 BRUXELLES.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

[C - 2018/40762]

**Personeel. — Benoeming**

Bij koninklijk besluit van 25 november 2018, wordt mevrouw Samantha ZAKKA benoemd tot rijksambtenaar in de klasse A1 bij de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie in een betrekking van het Franse taalkader, met ingang van 1 september 2018.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, te 1040 BRUSSEL te worden toegezonden.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

[C - 2018/15723]

**Personnel. — Désignation**

Par arrêté ministériel du 12 décembre 2018, Monsieur Pascal VANDERBECQ, fonctionnaire de l'Etat de la classe A5, avec le titre de conseiller général, est chargé d'exercer temporairement la fonction de management comme Président du Comité de Direction au Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 BRUXELLES.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

[C - 2018/15723]

**Personeel. — Aanstelling**

Bij ministerieel besluit van 12 december 2018, wordt de heer Pascal VANDERBECQ, rijksambtenaar in de klasse A5 met de titel van adviseur-generaal, belast met de tijdelijke uitoefening van de managementfunctie als Voorzitter van het Directiecomité van de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O. Middenstand en Energie, met ingang van 1 januari 2019.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, te 1040 BRUSSEL te worden toegezonden.

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2018/206451]

**6 DECEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant le projet de modifications du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique n° 2018/03 - (sous-bassins hydrographiques concernés : Dendre, Escaut-Lys et Vesdre)**

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;

Vu la Directive du Conseil 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires;

Vu le livre Ier du Code de l'Environnement, notamment les articles D.52 à D.61 et D.79;

Vu le livre II du Code de l'Environnement, constituant le Code de l'Eau, notamment les articles D.216 à D.218 et les articles R.284 à R.290;

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Dendre approuvé par le Gouvernement wallon en date du 10 novembre 2005 (*Moniteur belge* du 2 décembre 2005), et modifié par le Gouvernement wallon en date du 21 décembre 2017 (*Moniteur belge* du 15 janvier 2018);

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Escaut-Lys approuvé par le Gouvernement wallon en date du 22 décembre 2005 (*Moniteur belge* du 10 janvier 2006), et modifié par le Gouvernement wallon en date du 20 mars 2014 (*Moniteur belge* du 3 avril 2014) et du 20 septembre 2018 (*Moniteur belge* du 23 octobre 2018);

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Vesdre approuvé par le Gouvernement wallon en date 10 novembre 2005 (*Moniteur belge* du 2 décembre 2005), et modifié par le Gouvernement wallon en date du 19 avril 2012 (*Moniteur belge* du 3 mai 2012);

#### MODIFICATIONS DU PLAN D'ASSAINISSEMENT PAR SOUS-BASSIN HYDROGRAPHIQUE

Vu que le projet de modifications de PASH 2018/03 compte 10 demandes de modifications portant particulièrement sur :

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la Rue Docteur Ronflette à Grosage sur le territoire communal de Beloeil et Chièvres (modification n° 02.11);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la Rue Grande Drève à Ladeuze sur le territoire communal de Chièvres (modification n° 02.12);

- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour la Rue du Lancier à Ladeuze sur le territoire communal de Chièvres (modification n° 02.13);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le hameau de la Boiterie sur le territoire communal de Péruwelz (modification n° 04.17);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la Rue de la Epinette à Bagnies sur le territoire communal de Péruwelz (modification n° 04.18);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la Rue Bicnois et la Rue de la Barrière sur le territoire communal de Péruwelz (modification n° 04.19);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la Rue du Boustiau sur le territoire communal de Péruwelz (modification n° 04.20);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la Rue Fosse Sorêt sur le territoire communal de Péruwelz (modification n° 04.21);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la Rue Saul Capron sur le territoire communal de Péruwelz (modification n° 04.22);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Villers sur le territoire communal de Limbourg (modification n° 14.14);

Considérant que conformément à l'article R.288, § 4, du Code de l'Eau et des articles D.52 à D.61 du Code de l'Environnement, une évaluation environnementale des incidences sous la forme d'un rapport appelé rapport d'incidences environnementales (RIE) a été réalisée pour le projet de modification de PASH 2018/03;

Considérant que, suivant l'article R.289, § 1<sup>er</sup>, du Code de l'Eau, le Gouvernement a chargé la SPGE de soumettre ce projet de modification de PASH ainsi que son RIE à la consultation des communes concernées; des titulaires de prises d'eau potabilisables concernés et des Directions générales compétentes du Service public de Wallonie;

Considérant que complémentairement, la SPGE a consulté le pôle « Environnement »;

Vu la demande d'avis envoyée le 12 juillet 2018 par la SPGE aux communes concernées, aux Directions générales compétentes du Service public de Wallonie et au pôle « Environnement »;

Considérant que, conformément à l'article R.289, § 2, du Code de l'Eau, les avis sont transmis dans les septante-cinq jours de la demande de la SPGE (trente jours supplémentaires en raison de la suspension de l'enquête publique durant les congés d'été); passé ce délai, les avis sont réputés favorables;

Vu l'avis favorable de la SPGE sur l'ensemble des modifications du projet 2018/03, émis en date du 17 octobre 2018;

Vu les avis favorables ou réputés favorables des communes consultées pour l'ensemble des modifications proposées;

Vu que les enquêtes publiques organisées par les communes concernées ont suscité des observations de riverains dans les communes de Péruwelz (modification n° 04.17 - Hameau de la Boiterie) et de Limbourg (modification n° 14.14 - Village de Villers);

Vu l'avis du pôle « Environnement », émis en date du 3 octobre 2018 qui présente deux remarques générales;

Considérant que les remarques du pôle « Environnement » seront prises en compte lors de l'instruction des projets de modifications de PASH ultérieurs;

Vu l'avis favorable du SPW-DGO3 sur toutes les modifications, émis en date du 26 septembre 2018;

Vu l'avis favorable de l'Agence wallonne de la santé, du handicap et des familles (déléguée par le SPW-DGO5) sur l'ensemble des modifications, émis en date du 20 août 2018;

Vu l'avis favorable du SPW-DGO4 sur 6 modifications et l'avis favorable sous conditions et remarques sur les 4 autres modifications, émis en date du 30 août 2018;

Considérant que les conditions et remarques susvisées portent sur :

- des périmètres de demande de modification à revoir pour ne pas reprendre les parcelles non bâties au PASH;

- la suppression du régime d'assainissement pour des zones devenues non urbanisables suite à des modifications de plan de secteur;

Considérant les commentaires apportés par la SPGE et figurant dans le rapport de projet repris en annexe I de l'arrêté;

Considérant qu'au regard des éléments présentés ci-dessus :

- le périmètre des modifications 02.11, 04.18 et 04.19, est adapté afin de ne prendre en considération que les habitations (et pas les parcelles non bâties);

- dans le cadre de la modification 04.17, le régime d'assainissement des zones devenues non urbanisables est supprimé au PASH;
- les autres modifications sont maintenues en l'état au projet de modifications de PASH 2018/03.

Vu le rapport relatif au projet de modifications de plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique 2018/03, visé à l'annexe I;

Vu la déclaration environnementale sur le projet de modifications de plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique n° 2018/03 élaborée suivant les articles D.60 du Code de l'Environnement et R.289, § 2, du Code de l'Eau, visée à l'annexe II;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement approuve le projet de modifications de plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique n° 2018/03 visé à l'annexe I et la déclaration environnementale visée à l'annexe II.

**Art. 2.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 décembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,  
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

---

#### Annexe I. — Projet de modifications du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique n° 2018/03

Le rapport du projet de modifications de PASH n° 2018/03 est composé d'un rapport relatif aux modifications de PASH comprenant les cartes associées à chaque modification, ainsi que le rapport d'évaluation des incidences environnementales (RIE).

Le rapport de projet synthétise et commente les avis des instances et des citoyens consultés. Il intègre également les ajustements nécessaires des plans en fonction de l'évolution des données factuelles disponibles, notamment en termes de réalisation des réseaux de collecteurs et d'égouts, au sein du périmètre des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique.

Ces éléments, ainsi que la déclaration environnementale, peuvent être consultés auprès de la Société publique de Gestion de l'Eau, 14-16, avenue de Stassart à 5000 Namur ainsi que sur le site de la SPGE : <http://www.spge.be> (Rubrique " PASH "; Sous-rubrique " Modifications ponctuelles ").

#### Annexe II. — Déclaration environnementale sur le projet de modifications du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique n° 2018/03

La déclaration environnementale a été rédigée conformément à l'article D.60 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement. Elle résume la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans le projet de modification de PASH 2018/03, et dont le rapport sur les incidences environnementales et les remarques émises ont été pris en compte.

---

### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/206451]

#### 6. DEZEMBER 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung des Entwurfs zu den Abänderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet Nr. 2018/03 (betroffene Zwischeneinzugsgebiete: Dender, Schelde-Lys und Weser)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie 2000/60/EG des europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2000 zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Wasserpolitik;

Aufgrund der Richtlinie 91/271/EWG des Rates vom 21. Mai 1991 über die Behandlung von kommunalem Abwasser;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, insbesondere der Artikel D.52 bis D.61 und D.79;

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, insbesondere der Artikel D.216 bis D.218 und der Artikel R.284 bis R.290;

Aufgrund des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Dender, von der Wallonischen Regierung am 10. November 2005 genehmigt (*Belgisches Staatsblatt* vom 2. Dezember 2005) und von der Wallonischen Regierung am 21. Dezember 2017 (*Belgisches Staatsblatt* vom 15. Januar 2018) abgeändert;

Aufgrund des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Schelde-Lys, von der Wallonischen Regierung am 22. Dezember 2005 genehmigt (*Belgisches Staatsblatt* vom 10. Januar 2006) und von der Wallonischen Regierung am 20. März 2014 (*Belgisches Staatsblatt* vom 3. April 2014) und am 20. September 2018 (*Belgisches Staatsblatt* vom 23. Oktober 2018) abgeändert;

Aufgrund des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Weser, von der Wallonischen Regierung am 10. November 2005 genehmigt (*Belgisches Staatsblatt* vom 2. Dezember 2005) und von der Wallonischen Regierung am 19. April 2012 (*Belgisches Staatsblatt* vom 3. Mai 2012) abgeändert;

#### ABÄNDERUNGEN DES SANIERUNGSPANS PRO ZWISCHENEINZUGSGEBIET

Aufgrund der Tatsache, dass der Entwurf zu den Abänderungen des SpZeg 2018/03 10 Abänderungsanträge enthält, die sich hauptsächlich auf Folgendes beziehen:

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die "Rue Docteur Ronflette" in Grosage auf dem Gebiet der Gemeinden Belœil und Chièvres (Abänderung Nr. 02.11);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die "Rue GrandeDrève" in Ladeuze auf dem Gebiet der Gemeinde Chièvres (Abänderung Nr. 02.12);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die Straße "Rue du Lancier" in Ladeuze auf dem Gebiet der Gemeinde Chièvres (Abänderung Nr. 02.13);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für den Weiler la Boiterie auf dem Gebiet der Gemeinde Péruwelz (Abänderung Nr.04.17);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die Rue de l'Épinette in Baugnies auf dem Gebiet der Gemeinde Péruwelz (Abänderung Nr. 04.18);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die "Rue Bicnois" und die "Rue de la Barrière" auf dem Gebiet der Gemeinde Péruwelz (Abänderung Nr.04.19);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die "Rue du Boustiau" auf dem Gebiet der Gemeinde Péruwelz (Abänderung Nr. 04.20);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die "Rue Grube Sorêt" auf dem Gebiet der Gemeinde Péruwelz (Abänderung Nr. 04.21);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die "Rue Saul Capron" auf dem Gebiet der Gemeinde Péruwelz (Abänderung Nr. 04.22);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Villers auf dem Gebiet der Gemeinde Limburg (Abänderung Nr.14.14);

In der Erwägung, dass gemäß Artikel R.288 § 4 des Wassergesetzbuches und den Artikeln D.52 bis D.61 des Umweltgesetzbuches eine Umweltbewertung der Auswirkungen in der Form eines Berichts genannt Umweltverträglichkeitsbericht (UVB) für den Entwurf zur Abänderung des SpZeg 2018/03 durchgeführt wurde;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung gemäß Artikel R.289 § 1 des Wassergesetzbuches die "SPGE" ("Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung)) beauftragt hat, diesen Entwurf zur Abänderung des SpZeg sowie seinen UVB der Zurateziehung der betroffenen Gemeinden, der betroffenen Inhaber von Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser und der zuständigen Generaldirektionen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zu unterziehen;

In der Erwägung, dass die « SPGE » zusätzlich den Pool "Umwelt" zu Rate gezogen hat;

Aufgrund des Antrags auf eine Stellungnahme, der am 12. Juli 2018 von der SPGE an die betroffenen Gemeinden, die zuständigen Generaldirektionen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und den Pool "Umwelt" gesandt wurde;

In der Erwägung, dass gemäß Artikel R.289 § 2 des Wassergesetzbuches die Stellungnahmen innerhalb von fünfundsiebzig Tagen ab dem Antrag der "SPGE" übermittelt werden (30 zusätzliche Tage wegen der Unterbrechung der öffentlichen Untersuchung in den Sommerferien); nach Ablauf dieser Frist gelten die Stellungnahmen als günstig;

Aufgrund der am 17. Oktober 2018 abgegebenen günstigen Stellungnahme der "SPGE" über die gesamten Abänderungen des Entwurfs 2018/03;

Aufgrund der günstigen oder als günstig betrachteten Stellungnahmen der zu Rate gezogenen Gemeinden für sämtliche vorgeschlagenen Abänderungen;

Aufgrund der Tatsache, dass die durch die betroffenen Gemeinden durchgeführten öffentlichen Untersuchungen bei den Anwohnern der Gemeinden Péruwelz (Abänderung Nr. 04.17 - Weiler la Boiterie) und Limburg (Abänderung Nr. 14.14 - Dorf Villers) Bemerkungen und Beanstandungen ausgelöst haben;

Aufgrund der am 3. Oktober 2018 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Umwelt", die zwei allgemeine Bemerkungen enthält;

In der Erwägung, dass die Bemerkungen des Pools « Umwelt » bei der Untersuchung der späteren Entwürfe zu den Abänderungen des SpZeg berücksichtigt werden;

Aufgrund der am 26. September 2018 vom ÖDW-OGD3 abgegebenen günstigen Stellungnahme zu den gesamten Abänderungen;

Aufgrund der am 20. August 2018 abgegebenen günstigen Stellungnahme der (vom ÖDW-OGD5 beauftragten) "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" über die gesamten Abänderungen;

Aufgrund der am 30. August 2018 abgegebenen günstigen Stellungnahme des ÖDW-OGD4 zu 6 Abänderungen und der bedingt günstigen Stellungnahme und der Bemerkungen über 4 andere Abänderungen;

In der Erwägung, dass sich die vorerwähnten Bedingungen und Bemerkungen auf Folgendes beziehen:

- Notwendigkeit einer Anpassung der Umkreise der Abänderungsanträge, um die nicht bebauten Parzellen im SpZeg nicht einzugliedern;
- Aufhebung des Sanierungsverfahrens für die Gebiete, die infolge von Abänderungen des Sektorenplans unbebaubar geworden sind;

In Erwägung der von der "SPGE" geäußerten und in dem in Anhang I des Erlasses angeführten Entwurfsbericht angeführten Bemerkungen;

In der Erwägung, dass angesichts der oben erwähnten Elemente:

- Der Umkreis der Abänderungen 02.11, 04.18 und 04.19 wird angepasst, damit nur die Wohngebäude (und nicht die unbebauten Parzellen) in Betracht gezogen werden;
  - das Sanierungsverfahren der unverstädterbar gewordenen Gebiete im Rahmen der Abänderung 04.17 wird aus dem SpZeg entfernt;
  - die anderen Abänderungen des Entwurfs zu den Abänderungen des SpZeg 2018/03 werden beibehalten;
- Aufgrund des in der Anlage I erwähnten Berichts über den Entwurf zu den Abänderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet Nr. 2018/03;

Aufgrund der in Anhang II erwähnten Umwelterklärung über den Entwurf zu den Abänderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet Nr. 2018/03, die gemäß den Artikeln D.60 des Umweltgesetzbuches und R.289 § 2 des Wassergesetzbuches erstellt wird;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Die Regierung genehmigt den in Anhang I erwähnten Entwurf zu den Abänderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet Nr. 2018/03 sowie die in Anhang II erwähnte Umwelterklärung.

**Art. 2** - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. Dezember 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete,

C. DI ANTONIO

---

#### Anhang I. — Entwurf zu den Abänderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet Nr. 2018/03

Der Bericht über die Abänderungen des SpZeg Nr. 2018/03 besteht aus einem Bericht über die Abänderungen des SpZeg, der die für jede Abänderung beigefügten Karten, sowie den Umweltverträglichkeitsbericht umfasst.

In dem Bericht über den Entwurf werden die Stellungnahmen der zu Rate gezogenen Instanzen und der Bürger zusammengefasst und kommentiert. Der Bericht schließt ebenfalls die erforderlichen Angleichungen der Pläne je nach der Entwicklung der verfügbaren faktischen Daten innerhalb des Umkreises der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet mit ein, insbesondere hinsichtlich der Einrichtung der Sammelleitungs- und Kanalisationsnetze.

Diese Dokumente sowie die Umwelterklärung können bei der "Société Publique de Gestion de l'Eau", 14-16, avenue de Stassart in 5000 NAMUR, sowie auf der Webseite der "S.P.G.E." eingesehen werden: <http://www.spge.be> (Rubrik « PASH »; Unterrubrik "Modifications ponctuelles").

#### Anhang II. — Umwelterklärung über den Entwurf zu den Abänderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet Nr. 2018/03

Die Umwelterklärung wurde gemäß Artikel D.60 des Buches I des Umweltgesetzbuches verfasst. Sie fasst die Art und Weise zusammen, wie die Umwelterwägungen in den Entwurf zur Abänderung des SpZeg 2018/03 einbezogen wurden und wie der Bericht über die Umweltauswirkungen und die vorgebrachten Bemerkungen berücksichtigt wurden.

---

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/206451]

**6 DECEMBER 2018. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het ontwerp van wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied nr. 2018/03 - (betrokken onderstroomgebieden: Dender, Schelde-Leie en Vesder)**

De Waalse Regering,

Gelet op Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid;

Gelet op Richtlijn 91/271/EEG van de Raad van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op de artikelen D.52 tot D.61 en D.79;

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op de artikelen D.216 tot D.218 en op de artikelen R.284 tot R.290;

Gelet op het saneringsplan per onderstroomgebied van de Dender, goedgekeurd door de Waalse Regering op 10 november 2005 (*Belgisch Staatsblad* van 2 december 2005), en gewijzigd door de Waalse Regering op 21 december 2017 (*Belgisch Staatsblad* van 15 januari 2018);

Gelet op het saneringsplan per onderstroomgebied van de Schelde-Leie, goedgekeurd door de Waalse Regering op 22 december 2005 (*Belgisch Staatsblad* van 10 januari 2006), en gewijzigd bij de Waalse Regering van 20 maart 2014 (*Belgisch Staatsblad* van 3 april 2014) en van 20 september 2018 (*Belgisch Staatsblad* van 23 oktober 2018);



Gelet op het saneringsplan per onderstroomgebied van de Vesder, goedgekeurd door de Waalse Regering op 10 november 2005 (*Belgisch Staatsblad* van 2 december 2005), en gewijzigd door de Waalse Regering op 19 april 2012 (*Belgisch Staatsblad* van 3 mei 2012);

#### WIJZIGINGEN VAN HET SANERINGSPLAN PER ONDERSTROOMGEBIED

Overwegende dat het ontwerp tot wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied 2018/03 10 aanvragen tot wijzigingen telt, die in het bijzonder betrekking hebben op:

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de "Rue Docteur Ronflette" te Grosage op het gemeentelijke gebied van Belœil en Chièvres (wijziging nr. 02.11);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de "Rue Grande Drève" te Ladeuze op het gemeentelijke gebied van Chièvres (wijziging nr. 02.12);
- de overgang van het gemeenschappelijk saneringsstelsel naar het autonoom saneringsstelsel van de "Rue du Lancier" te Ladeuze op het gemeentelijke grondgebied van Chièvres (wijziging nr. 02.13);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het gehucht Boiterie op het gemeentelijke grondgebied van Péruwelz (wijziging nr. 04.17);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de "Rue de l'Épinette" te Baugnies op het gemeentelijke gebied van Péruwelz (wijziging nr. 04.18);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de "Rue Bicois" en de "Rue de la Barrière" op het gemeentelijke gebied van Péruwelz (wijziging nr. 04.19);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de "Rue du Boustiau" op het gemeentelijke gebied van Péruwelz (wijziging nr. 04.20);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de "Rue Fosse Sorêt" op het gemeentelijke gebied van Péruwelz (wijziging nr. 04.21);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de "Rue Saul Capron" op het gemeentelijke gebied van Péruwelz (wijziging nr. 04.22);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het dorp Villers op het gemeentelijke grondgebied van Limbourg (wijziging nr. 14.14);

Overwegende dat overeenkomstig artikel R.288, § 4, van het Waterwetboek en de artikelen D.52 tot D.61 van het Milieuwetboek, een milieueffectbeoordeling is uitgevoerd in de vorm van een rapport, milieueffectrapport (RIE) genoemd, voor het ontwerp tot wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied 2018/03;

Overwegende dat overeenkomstig artikel R.289, § 1, van het Waterwetboek, de Regering de "SPGE" ermee heeft belast dit ontwerp tot wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied alsook het milieueffectrapport (RIE) ervan, te onderwerpen aan de raadpleging van de betrokken gemeenten, van de betrokken houders van winningen van tot drinkwater verwerkbaar water en van de bevoegde Directoraten-generaal van de Waalse Overheidsdienst;

Overwegende dat de "SPGE" de Beleidsgroep Leefmilieu ter aanvulling heeft geraadpleegd;

Gelet op de adviesaanvraag gezonden op 12 juli 2018 door de "SPGE" aan de betrokken gemeenten, aan de bevoegde Directoraten-generaal van de Waalse Overheidsdienst en aan de Beleidsgroep Leefmilieu;

Overwegende dat, overeenkomstig artikel R.289, § 2, van het Waterwetboek, de adviezen binnen vijfenzeventig dagen na de aanvraag van de "SPGE" (dertig bijkomende dagen wegens de schorsing van het openbare onderzoek tijdens de zomervakantie) worden overgemaakt; na afloop van die termijn, worden de adviezen geacht gunstig te zijn;

Gelet op het gunstige advies van de "SPGE" over het geheel van de wijzigingen van het project 2018/03, uitgebracht op 17 oktober 2018;

Gelet op de gunstige of gunstig geachte adviezen van de gemeenten geraadpleegd voor het geheel van de voorgelegde wijzigingen;

Overwegende dat de openbare onderzoeken georganiseerd door de betrokken gemeenten tot opmerkingen en klachten van de omwonenden van de gemeenten Péruwelz (wijziging nr. 04.17 - Gehucht Boiterie) en Limbourg (wijziging nr. 14.14 - Dorp Villers) hebben geleid;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Leefmilieu", uitgebracht op 3 oktober 2018 dat twee algemene opmerkingen bevat;

Overwegende dat de opmerkingen van de beleidsgroep "Leefmilieu" in aanmerking zullen worden genomen bij de behandeling van de projecten tot wijzigingen van toekomstige saneringsplannen per onderstroomgebied;

Gelet op het gunstig advies van de Waalse Overheidsdienst-DGO3 over alle wijzigingen, uitgebracht op 26 september 2018;

Gelet op het gunstig advies van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waal Agentschap Voor Gezondheid, Sociale Bescherming, Handicap en Gezinnen) (gemachtigd door de Waalse Overheidsdienst - DGO5) over het geheel van de wijzigingen, uitgebracht op 20 augustus 2018;

Gelet op het gunstig advies van de Waalse Overheidsdienst-DGO4 over 6 wijzigingen en het voorwaardelijk gunstig advies met opmerkingen over de 4 andere wijzigingen, uitgebracht op 30 augustus 2018;

Overwegende dat de bovenvermelde voorwaarden en opmerkingen betrekking hebben op :

- omtrekken voor de aanvraag tot wijziging te herzien om de onbebouwde percelen in het saneringsplan per onderstroomgebied niet over te nemen;
- de afschaffing van het saneringsstelsel voor gebieden die door wijzigingen in het gewestplan niet meer verstedelijkbaar zijn geworden;

Gelet op de opmerkingen vanuit "SPGE" vermeld in het ontwerpverslag opgenomen in bijlage I van het besluit;

Overwegende dat ten aanzien van bovenstaande elementen:

- de omtrek van de wijzigingen 02.11, 04.18 en 04.19, wordt aangepast om enkel de woningen in aanmerking te nemen (en niet de onbebouwde percelen);

- in het kader van wijziging 04.17, wordt het saneringsstelsel van gebieden die niet meer verstedelijkbaar zijn geworden, uit het saneringsplan per onderstroomgebied wordt geschrapt;
- de andere wijzigingen worden gehandhaafd in het ontwerp tot wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied 2018/03.

Gelet op het rapport betreffende het ontwerp tot wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied nr. 2018/03, bedoeld in bijlage I;

Gelet op de milieuverklaring betreffende het ontwerp tot wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied nr. 2018/03 uitgewerkt overeenkomstig de artikelen D.60 van het Milieuwetboek en R.289, § 2, van het Waterwetboek, bedoeld in bijlage II;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Het ontwerp van wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied nr. 2018/03 bedoeld in bijlage I, en de milieuverklaring bedoeld in bijlage II worden door de Regering goedgekeurd.

**Art. 2.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 december 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,  
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,  
C. DI ANTONIO

#### Bijlage I. — Ontwerp van wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied nr. 2018/03

Het rapport van het ontwerp tot wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied nr. 2018/01 bestaat uit een rapport met betrekking tot de wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied en de bij elke wijziging horende kaarten, alsook het milieueffectrapport (RIE).

De adviezen van de geraadpleegde instellingen en burgers worden in dit rapport van ontwerp samengevat en uitgelegd. Het bevat ook de nodige aanpassingen van de plannen naar gelang van de ontwikkeling van de beschikbare feitelijke gegevens, met name in termen van uitvoering van de verzamelaar- en rioleringsnetten binnen de omtrek van de saneringsplannen per onderstroomgebied.

Deze bestanddelen, alsook de milieuverklaring, liggen ter inzage bij de "Société publique de gestion de l'eau" (Openbare maatschappij voor waterbeheer), 14-16, avenue de Stassart, te 5000 Namen, en kunnen ook op de website van de "SPGE" ingekeken worden: <http://www.spge.be> (Rubriek "PASH"; Subrubriek "Modifications ponctuelles").

#### Bijlage II. — Milieuaangifte met betrekking tot het ontwerp tot wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied nr. 2018/03

De milieuaangifte is opgesteld overeenkomstig artikel D.60 van Boek I van het Milieuwetboek. Ze is een samenvatting van de manier waarop de milieuoverwegingen werden opgenomen in de ontwerp tot wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied 2018/03, en waarop het milieueffectenrapport en opmerkingen in overweging werden genomen.

---

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/206481]

#### Routes de la Région wallonne

Un arrêté ministériel du 5 décembre 2018 incorpore à la voirie de la Région wallonne une partie du détournement de l'ancien sentier n° 34 à Chaumont-Gistoux.

---

Un arrêté ministériel du 5 décembre 2018 désaffecte la parcelle de terrain reprise au plan E/61b/152.R.0904, située sur le territoire de la commune de Verviers, le long du tronçon de la route N61b à Verviers, 4<sup>ème</sup> division (Stembert), section B, d'une surface totale de 31 m<sup>2</sup> en vue de sa vente éventuelle.

---

Un arrêté ministériel du 5 décembre 2018 désaffecte la parcelle de terrain reprise au plan E/A3/152.R.0905, située sur le territoire de la commune de Soumagne, le long du tronçon de l'autoroute A3 à Soumagne, 6<sup>ème</sup> division (Melen), section D, d'une surface totale de 463 m<sup>2</sup> en vue de sa vente éventuelle.